



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 18/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNITED INITIATORS SAS

route des Varennes
Cité des Varennes
71100 Chalon-Sur-Saône

Références : CF/VV/2025/L_150
Code AIOT : 0005401814

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement UNITED INITIATORS SAS implanté route des Varennes Cité des Varennes 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du 1^{er} semestre 2025.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par

sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de fiches de données de sécurité (FDS) conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tout risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions stockages et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITED INITIATORS SAS
- route des Varennes Cité des Varennes 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement UNITED INITIATORS à Chalon-sur-Saone est spécialisé dans le stockage de peroxydes organiques qui proviennent principalement de l'usine allemande du groupe basée à Pullach pour être ensuite réexpédiés vers une clientèle essentiellement française.

L'autorisation d'exploiter cet établissement a été accordée le 11 janvier 2011 par voie de l'arrêté préfectoral n° 11-00081 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un état des stocks informatisé, d'éléments techniques complets relatifs aux produits stockés et de moyens de défense incendie sur l'ensemble du site ICPE.

6 fiches de constat ont été rédigées à l'issue de la visite d'inspection. Dans l'ordre de rédaction du rapport :

- 1 non-conformité a été relevée sur l'état des stocks, en lien avec les informations disponibles (cf fiche de constat 1) ;

- 1 non conformité a été relevée sur l'état des stocks, en lien avec son exhaustivité (cf fiche de constat 1).

L'inspection recommande la mise en place d'un affichage local des moyens d'extinction inappropriés de manière à ne pas générer de risques en cas d'intervention des services de secours (cf fiche de constat 4).

En réponse à la 1ère non-conformité relevée, l'exploitant a précisé travailler sur la constitution d'un nouvel état des stocks à partir de l'outil QUARKS SAFETY. Les 1er éléments de constitution de cette nouvelle base de données ont été présentés en séance. L'échéance de finalisation de l'outil est fixée à septembre 2025.

Compte-tenu des éléments ci-dessus et de la possibilité de retrouver le détail des risques des produits stockés par famille sans difficulté, l'Inspection estime qu'il n'y a pas lieu de proposer de mise en demeure préfectorale. Un nouveau contrôle de l'Inspection sera toutefois fait sur ce point au cours du second semestre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Article 49 - État des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non

dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

1.- L'exploitant dispose d'un système informatisé pour la gestion de ses stocks. Le système recense l'ensemble des produits présents sur le site dont il fait le commerce.

L'état des stocks est mis à jour en temps réel, en fonction des entrées/sorties des produits chimiques. Il est imprimé de manière journalière en fin de journée.

La feuille « état des stocks » présentée en séance recense :

- le nom du propriétaire du produit ;
- le nom technique du produit ;
- le conditionnement du produit ;
- la quantité présente dans la cellule de stockage ;
- la température de stockage.

Pour identifier le numéro CAS, ou les familles de risques, d'un produit il faut accéder à la fiche de données de sécurité disponible sur le réseau ou dans un classeur.

Non-conformité : l'état des stocks, tel qu'imprimé de manière journalière, ne reprend pas le détail des risques par famille des produits stockés tel que prévu à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées.

A noter qu'une réflexion est en cours afin de créer un document informatique complet et autoportant. Ce document sera élaboré à partir de QUARKS SAFETY et reprendra l'ensemble des champs requis. Cette base de données sera en place au second semestre 2025.

2.- Pour les suites de la visite d'inspection, les 3 produits ci-dessous ont été choisis dans la liste des produits présents sur site :

- TBPEH : 150kg stockés en bidons de 25 kg dans la cellule I2
- TBHP - 70- AQ : 800 kg stockés en 32 bidons de 25 kg dans la cellule E1
- BENZOCLEAN 40 LLV : 480 kg stockés en bidons de 5 kg dans la cellule E1

Lors de la visite des installations, l'Inspection a constaté la cohérence entre l'état des stocks et les quantités présentes dans chaque cellule.

Non-conformité : lors de la visite des installations, 3 bidons de 20 kg d'ISODODECAN (produit dangereux) ont été visualisés dans le bâtiment BT3. Ce produit, utilisé lors de la réalisation des peintures réfléchissantes extérieures des cellules (et donc pas commercialisé par UNITED INITIATORS), n'est pas intégré dans l'état des stocks.

A noter cependant que la fiche de données de sécurité est disponible et que les conditions de stockage sont cohérentes avec celles précisées de la FDS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- élaboration d'un état des matières stockées exhaustif, autoportant, et conforme aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des accidentels.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) n° 1907/2006 REACH, article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou ;

b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII ;

c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

Constats :

L'exploitant précise que toutes les fiches de données de sécurité (FDS) sont disponibles sur le réseau interne, et au format papier dans un classeur à disposition des collaborateurs. Ce sont les FDS fournies par les fabricants.

Les fiches de données de sécurité ont été consultées pour les produits suivants :

- le TBPEH,
- le TBHP - 70- AQ,
- le BENZOCLEAN 40 LLV.

Des actions de mises à jour des documents sont réalisées périodiquement. À noter que la future

base de données établie sous QUARKS SAFETY (cf fiche 1) sera en mesure de fixer des alertes en cas de mise à jour des FDS. Les documents seront accessibles sous forme de lien.

Pour les 3 produits sélectionnés, il y a cohérence entre les versions informatiques et les versions papiers disponibles dans le classeur.

Les constats suscités n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) n° 1907/2006 REACH, article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;
- 16) autres informations.

Constats :

Les fiches de données de sécurité ont été consultées pour les produits choisis suivants :

- le TBPEH
- le TBHP - 70- AQ
- le BENZOCLEAN 40 LLV

Les 3 FDS consultées reprennent les 16 rubriques visées dans la prescription contrôlée. Les numéros d'enregistrement des substances sont présents : soit dans la rubrique 1.1 pour les produits non mélangés (ex : TBPEH, TBHP - 70- AQ), soit dans la rubrique 3 pour les mélanges (ex : BENZOCLEAN 40LLV). Les étiquettes présentes sur les emballages sont notamment rédigées en français. La cohérence des pictogrammes et des mentions de dangers entre les étiquettes et les

FDS a été vérifiée.
Les constats suscités n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>5.1 mesures de lutte contre l'incendie ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle de la disponibilité et de la conformité des moyens de lutte en place au regard des dispositions de la rubrique 5.1 des fiches de données de sécurité a été effectué pour les produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • TBPEH • TBHP - 70- AQ • BENZOCLEAN 40 LLV <p>D'une manière générale, les cellules de stockage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit équipées de systèmes d'extinction CO2, doublés d'un dispositif d'extinction à eau pulvérisée à commande manuelle ; - soit équipées de systèmes d'extinction à eau pulvérisée. <p>Il y a cohérence entre les moyens d'extinctions précisés dans les FDS et les systèmes présents dans les cellules de stockage, pour les 3 produits contrôlés.</p> <p>En revanche, pour ce qui concerne le TBPEH et le TBHP - 70- AQ, les FDS précisent que les jets d'eau à grands débits sont des moyens d'extinction inappropriés.</p> <p>Bien que les moyens d'extinction en place soient à eaux <u>pulvérisées</u>, il pourrait être judicieux d'indiquer par un affichage local que l'utilisation d'eau à grand débit n'est pas appropriée pour les cellules concernées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Indiquer par un affichage local les moyens d'extinction inappropriés pour les produits chimiques stockés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité : 7.1.1 : recommandations de manipulation 7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;
Constats : Un contrôle de l'application des recommandations de manipulation et des conditions de stockage indiqués aux rubriques 7.1 et 7.2 des fiches de données de sécurité a été effectué pour les produits suivants : <ul style="list-style-type: none">• TBPEH• TBHP - 70- AQ• BENZOCLEAN 40 LLV L'exploitant précise qu'il n'y a pas d'ouverture de contenants de produits chimiques sur site. Un dossier de porter à connaissance a toutefois été déposé le 13 novembre 2022 de manière à obtenir l'autorisation de mener une activité de reconditionnement. Le bâtiment BT3 sera spécifiquement aménagé lorsque l'autorisation sera accordée, en conformité avec les prescriptions réglementaires applicables. Les conditions de stockages précisées au 7.2 des FDS sont cohérentes avec celles en place. L'exploitant indique prendre également en compte les dispositions précisées dans les fiches techniques des produits élaborées par les producteurs de produits. L'Inspection précise que si des informations complémentaires à celles des FDS apparaissent dans les fiches techniques, il serait pertinent d'y avoir accès depuis la future base de données (cf fiche de constat 1) et dans le classeur de FDS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Concernant la possibilité de mener une activité de reconditionnement, l'Inspection rappelle les termes du courrier préfectoral du 20 novembre 2023 auquel l'exploitant n'a pour le moment pas donné suite : "Pour ce qui concerne les autres évolutions, elles demandent à être examinées plus en détail sur la base d'une étude de dangers révisée (voir la demande de compléments transmise par l'inspection des installations classées dans son rapport issu de sa visite du 23 février 2023. Une fois l'étude de dangers révisée transmise et après instruction, ces modifications nécessiteront des prescriptions spécifiques. En l'état, il n'est pas possible d'acter la non substantialité de deux dernières modifications projetées (création d'une nouvelle activité de reconditionnement en

échantillons, et stockage en fûts et en GRV de peroxydes de type E ou F). En conséquence, et en l'attente de l'instruction de l'étude de dangers révisée à venir, elles ne peuvent pas être mises en œuvre."
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions régionales, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention».</p> <p>- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles</p> <p>Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que l'ensemble des produits présents et stockés au sein d'une même cellule, et plus globalement dans l'emprise du site, est chimiquement compatible du fait de leur nature commune.</p> <p>Le document « Règles de stockages » (version consultée du 05/01/2023) a été présenté en séance. Ce document a été établi en fonction des spécificités des produits stockés, notamment sur la base des informations de compatibilité, et des températures de décomposition auto-accélérée des produits.</p> <p>Les constats suscités n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite